

Regards
de femmes



COLLOQUE INTERNATIONAL
11 NOVEMBRE 2024 | 10H - 18H
PALAIS DES NATIONS - ONU GENÈVE

PARITÉ : LEVIER TRANSFORMATEUR DES POLITIQUES PUBLIQUES

Biographies des panélistes




FIDUCIAL

 **ORDRE DES
AVOCATS**
Barreau de Lyon


SECRÉTARIAT D'ÉTAT
CHARGÉ DE L'ÉGALITÉ
ENTRE LES FEMMES
ET LES HOMMES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Avec le soutien de
l'Organisation
internationale de la
Francophonie

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

**L'ÉQUIPE DES
LYONNES** 

PROGRAMME

9h – 10h Accueil café

10h – 10h15 Ouverture

- **Mme Sophie TORELLI CHIRONI**, Représentante de **Mme VALOVAYA**, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève
- **Mme Michèle VIANÈS**, Présidente de Regards de Femmes
- **Me Alban POUSSET-BOUGÈRE**, Bâtonnier, Barreau de Lyon
- **Mme Alexandra CARRAZ-CESELLI**, Présidente de l'Équipe des Lyonnaises

10h15 – 11h15 Segment de haut niveau

- **S.E.M Henri MONCEAU**, Représentant permanent de l'OIF auprès des Nations Unies à Genève et à Vienne : Présentation de la thématique et du lien indissociable entre état civil et participation à la prise de décision,
- **Mme Corinne MOMAL VANIAN**, Directrice exécutive de la Fondation Koffi ANNAN,
- **Mme Olga GIVERNET**, Ministre déléguée, en charge de l'énergie, France,
- **S.E. M. Paul EMPOLE LOSOKO EFAMBE**, Ambassadeur, Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès des Nations unies à Genève et Vice-président de la coordination « droits de l'Homme » du Groupe des Ambassadeurs francophones,
- **Mme Ann-Kathryne LASSEGUE**, Ministre-conseillère, Chargée d'affaires a.i. Mission permanente d'Haïti auprès des Nations unies à Genève,
- **M. Robert JAKOB**, chef de l'unité « Classifications et témoignages » de l'OMS,
- **M. Mahamane CISSE-GOURO**, Directeur de la Division des mécanismes relevant du Conseil des droits de l'homme et des instruments relatifs aux droits de l'homme, Haut-Commissariat aux droits de l'Homme.

11h15 – 12h45 1^{ère} table ronde : La culture de l'égalité via la parité au cœur de la prise de décision

Modératrice **Mme Catherine MELLIER**, journaliste

- Égalité à participer à la prise de décision : Présentation de la RG40 de la CEDEF/CEDAW ; **Mme Nicole AMELINE**, ancienne ministre, experte Comité CEDAW,
- Parité dans le domaine économique ; **Mme Dre. Fatoumata TRAORE**, membre du Conseil économique et social de Côte d'Ivoire, Présidente de la Commission des Affaires Agricoles et Domaniales,
- Parité décisionnelle dans le domaine juridique ; **Me Sara KEBIR**, Vice-bâtonnière du Barreau de Lyon,
- Parité décisionnelle dans le domaine financier ; **Mme Kathie WERQUIN WATTEBLED**, Directrice régionale AURA de la Banque de France.

12h45 – 12h55 Photo de groupe

13h – 14h30 Cocktail déjeunatoire

14h30 – 16h 2^{ème} table ronde : La culture de l'égalité via la parité politique

Modératrice **Mme Alexandra CARRAZ-CESELLI**, Présidente de l'Équipe des Lyonnaises

- Incitation des femmes à être inscrites sur les listes électorales, à voter et à être candidates aux élections ; **Mme Marguerite YOLI BI KONE**, Présidente du CA de Wanep Côte d'Ivoire, Communicante lors de la Conférence africaine de revue de la RG 40,
- Femmes électrices et éligibles : les enjeux du vote des femmes et de leur participation à la transition démocratique dans le monde ; **Mme Cécile LÉQUÉ – FOLCHINI**, Conseillère droits humains, désarmement et affaires humanitaires, Représentation de l'OIF à Genève et à Vienne,
- La situation dans l'espace francophone : **Mme Lydienne ÉPOUBE**, députée du Cameroun, Vice-présidente du réseau des femmes de l'APF, **Mme Laurence BASSIN**, députée Grand Conseil Vaud, Suisse, **Mme Virginie DUBY-MULLER**, députée, France, **Mme Sophie DELORME DURET**, députée, France, **Mme Viviane TEITELBAUM**, Sénatrice belge, Présidente du Réseau des femmes de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF).

16h05 – 17h30 3^{ème} table ronde : La culture de l'égalité via les politiques publiques d'éducation

Modératrice **Mme Sharon WEINBLUM**, Déléguée générale de la Wallonie et de la Wallonie-Bruxelles à Genève

- Éliminer les causes de l'abandon scolaire des filles ; **Mme Eunide INNOCENT**, Directrice exécutive de la Plateforme des Femmes Haïtiennes pour le Développement, ancienne ministre des Droits des femmes, Haïti,
- Former les équipes éducatives aux droits des femmes et à l'élimination des stéréotypes sexuels ; **Mme Mona LAROUSSI**, Directrice Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation (IFEFOIF),
- Favoriser un égal accès des filles et des garçons aux disciplines, notamment les STEM ; **Mme Elvire CHARRE**, Directrice centrale nucléaire du Bugey,
- Une mutuelle de l'éducation pour la culture de l'égalité ; **M. Mathias SAVIGNAC**, Président de la MGEN,
- Un cas pratique : La section féminine de Rugby du collège Ampère à Oyonnax (Ain) ; **M. Benoit FAILLARD**, Professeur d'EPS, Oyonnax.

17h30 – 18h Remarques conclusives

- **Mme Marlène SCHIAPPA**, Présidente de l'ONG Actives, ancienne Ministre 2017-2023
- **Mme Michèle VIANÈS**, Présidente de Regards de Femmes

Nicole AMELINE



Nicole Ameline est reconnue sur le plan international pour son engagement en faveur des droits des femmes. Elle est membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF/CEDAW) depuis 2008, Comité qu'elle a présidé de 2013 à 2015.

Nicole Ameline est l'une des principales instigatrices de la nouvelle Recommandation Générale 40, présentée cette année à l'ONU. Elle se déplace dans le monde entier à l'invitation des Gouvernements et des Parlements pour la présenter aux différents États.

Nicole Ameline a été nommée présidente de l'Institut international des Droits de l'homme et de la paix depuis mars 2022.

Députée du Calvados de 1991 à 2017, elle a cédé sa place à son suppléant à 2 reprises lorsqu'elle est devenue Secrétaire d'État à la Décentralisation en 1995, puis en 2002, d'abord Secrétaire d'État à la mer, puis de juin 2002 à mai 2005, Ministre de la Parité et de l'Égalité professionnelle de la République française.

Nicole Ameline est Officière de la Légion d'Honneur (2022) et Commandeure de l'Ordre du Mérite maritime (2006).

LAURENCE BASSIN

53 ans, mariée, 3 enfants.

Formation : Paysanne diplômée EPS, je gère l'activité d'une chambre d'hôte sur l'exploitation agricole familiale à Marchissy (région de la Côte vaudoise).

Je suis impliquée dans la défense professionnelle agricole, la formation et la défense du statut des femmes en agriculture au sein de l'association romande des paysannes professionnelles (ARPP) laquelle j'ai présidé durant 5 ans.

Je suis députée au Grand Conseil vaudois, où je siège au sein des commissions thématiques des affaires sociales, des affaires extérieures et de la section Vaud de l'assemblée parlementaire de la francophonie. J'ai eu le plaisir de participer à la session de la région Europe à Barcelone en 2022, au réseau des femmes parlementaires à Rabat en 2023 et j'ai représenté l'APF au congrès de l'AIMF à Lausanne en 2024.



Alexandra CARAZ CESELLI



Spécialiste des médias et des politiques publiques,

Fondatrice de L'Equipe des Lyonnaises, pour encourager la prise de parole des femmes dans le débat public,

et Fondatrice du Lab'des idées publiques (conseils en communication pour les décideurs publics ou privés qui s'adressent au secteur public). 25 ans d'expérience en collectivités locales (Mairie, Département, Région, GIP, association).

Chef d'orchestre de grands projets internationaux au sein de multiples organisations publiques, spécialiste des politiques publiques, des questions de gouvernance, des circuits de décisions et de la communication

d'influence, un profil atypique entre sphères médiatiques et politiques, l'amène, après une école de commerce, à intégrer plusieurs chaînes TV du service public, avant de rejoindre les collectivités locales en charge de la presse, de la communication institutionnelle et politique, puis de plusieurs cabinets, où elle manage l'organisation d'opérations de relations publiques aux quatre coins de la planète, ainsi que l'accueil de délégations étrangères de haut niveau.

Elvire CHARRE



Elvire CHARRE est Directrice de la Centrale Nucléaire du Bugey (01) depuis avril 2023.

Précédemment elle y a exercé des fonctions de Directrice et Directrice Adjoint à la centrale nucléaire de Fessenheim (68). Elle a notamment piloté la conduite du changement avant et après la fin de production des 2 réacteurs en 2020.

De 2005 à 2015 Elvire a exercé des fonctions de Sous-Directeur Exploitation, Chef de Service Maintenance, Chef de Service Ingénierie et Chef de Projet Compétences sur le site nucléaire EDF du Bugey.

De 2002 à 2005 elle a été Formateur chef de projet sur simulateur d'ensemble au Service Formation Professionnelle d'EDF.

Rentrée à EDF en 1994 sur le site de Chinon (37), elle y a exercé des fonctions de pilotage d'arrêt de tranche et d'Ingénieur Sûreté jusqu'en 2002.

Diplômée de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon - département génie électrique (1994).

52 ans, mariée, 2 enfants.

Mahamane CISSE-GOURO

Mahamane CISSE-GOURO, est le directeur de la division des mécanismes relevant du Conseil des droits de l'homme et des instruments relatifs aux droits de l'homme, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à Genève depuis juillet 2020. Il coordonne le soutien au Conseil des droits de l'homme et à ses mécanismes, de même qu'aux organes de traités. M. CISSE-GOURO a également assumé de hautes fonctions au sein du HCDH, notamment comme chef du service Afrique et comme Représentant régional du HCDH pour l'Afrique de l'Ouest, à Dakar. Il a une expérience de terrain et a travaillé dans des contextes politiques, humanitaires et sécuritaires complexes notamment comme sous-directeur de la division des droits de l'homme à la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH).



Titulaire d'un doctorat 3e cycle en droit, de l'Université Rene Descartes (Paris V-Malakoff), M. CISSE-GOURO est juriste et spécialiste des relations internationales. Il est marié et père de trois enfants. Il parle couramment le français, l'anglais et le portugais.

Sophie DELORME DURET



Sophie Delorme Duret est née le 29 mars 1971 à Grenoble en Isère Elle est mariée et mère de trois enfants.

Docteure en pharmacie, elle exerce la profession de pharmacienne à Ornex, dans l'Ain, jusqu'en 2021, puis dans la commune voisine de Ferney Voltaire. Elle est membre de l'Union Régionale de Professionnels de Santé pharmaciens d'AURA.

Engagée sur son territoire pour améliorer les prises en charge médicales des gessiens et promouvoir l'exercice coordonné des acteurs de la santé, elle fédère des professionnels de santé libéraux, des établissements de santé et des acteurs médico-sociaux présents sur le territoire autour d'un projet de santé pour répondre à des problématiques communes. Elle crée en

2021 la CPTS du pays de Gex et en devient présidente.

Lors des élections législatives de 2024, elle est suppléante de la députée sortante Olga Givernet qui est réélue puis nommée Ministre déléguée chargée de l'Energie. Le 22 octobre 2024, Sophie Delorme Duret devient députée de la 3eme circonscription de l'Ain. À l'Assemblée, elle est membre de la Commission des Affaires sociales.

Virginie DUBY-MULLER

Députée de la Haute-Savoie depuis 2012 et Secrétaire de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation à l'Assemblée nationale depuis juillet 2024, Virginie Duby-Muller est également Présidente du groupe d'amitié France-Éthiopie depuis 2012 et vice-présidente de la Délégation aux Droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes (jusqu'à la dissolution du 9 juin). Vice-Présidente du groupe d'études « Économie, sécurité et souveraineté numériques », Virginie Duby-Muller est particulièrement impliquée sur les sujets numériques et de tourisme. Elle a ainsi été l'auteur de rapports d'information portant sur divers sujets tels que l'application du droit voisin de la presse (n°4902) et de plusieurs avis budgétaires (sur les crédits de la mission tourisme sur le projet de loi de finances pour 2023 (n° 285) ; sur les crédits de la mission « Livre, Médias et Industries culturelles » en 2015 et 2016). Sur l'année 2023-20224, elle a été auditrice IHEDN de la majeure « souveraineté numérique et cybersécurité », ce cycle de conférences, de missions et de rencontres avec les armées françaises, les acteurs publics et privés, lui a permis de renforcer sa connaissance de ces sujets déterminants pour la souveraineté française. Conseillère départementale de la Haute-Savoie depuis 2015, elle est chargée des affaires transfrontalières et européennes et fut conseillère régionale Rhône-Alpes.



Paul EMPOLE LOSOKO EFAMBE

M. Paul Empole Efambe est le Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès de l'Office.

Avant sa nomination à Genève, M. Empole Efambe était Chargé d'affaires par intérim à la Mission permanente de la République démocratique du Congo auprès des Nations Unies à New York. Il a également, depuis son affectation à New York, assumé les fonctions de Premier Conseiller, puis de Ministre Conseiller (Directeur) depuis 2017, faisant fonction de Représentant permanent adjoint. M. Empole Efambe a également représenté la République démocratique du Congo aux conseils d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

Entré en 2001 au Ministère des affaires étrangères de son pays, M. Empole Efambe y a exercé diverses fonctions. Il a notamment été Chef de bureau en charge du Conseil économique et social et du développement durable à la Direction des organisations internationales ; Secrétaire adjoint du Comité consultatif permanent des Nations Unies pour les questions de sécurité en Afrique centrale ; et Secrétaire de la Commission nationale de lutte contre la circulation illicite d'armes légères et de petits calibres et des mines antipersonnel.

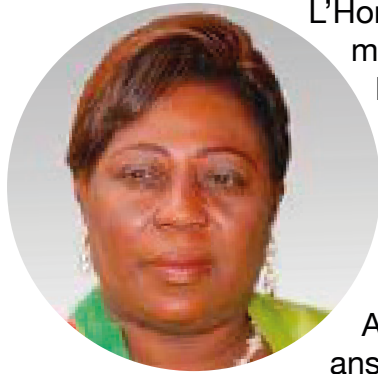
Avant de rejoindre le Ministère des affaires étrangères, M. Empole Efambe a travaillé pour le Ministère de l'enseignement supérieur et universitaire, ainsi que pour le quotidien d'information « L'Analyste » et comme enseignant (professeur de français) à l'Institut Ngolo à Kinshasa.

M. Empole Efambe est titulaire d'un Diplôme d'études supérieures en lettres et civilisation françaises de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Kinshasa (2010) ; d'une licence en langues et littératures, option « Langue et littérature françaises » (1999) ; et d'une licence en pédagogie appliquée, option « Lettres et civilisation françaises » de l'Université pédagogique nationale de la République démocratique du Congo (1995). Outre le français et le lingala, le nouveau Représentant permanent de la République démocratique du Congo parle l'anglais et possède des connaissances en espagnol.

Né le 30 septembre 1964, M. Empole Efambe est marié.



Lydienne EPOUBE



L'Honorable EPOUBE née EYOUM MINONO Lydienne, Députée du Cameroun, mariée, mère de quatre enfants, Juriste de formation, spécialisée en Droit des Affaires, a suivi des formations complémentaires d'Analyste Programmeur et de comptabilité spéciale des services financiers postaux.

A travaillé comme cadre contractuelle dans l'administration camerounaise de 1983 à 2007, occupant plusieurs postes de responsabilité dans l'Administration Postale et au Cabinet du Premier Ministre.

A été élue Députée à l'Assemblée Nationale en 2007 et y siège depuis 17 ans.

A l'Assemblée Nationale, elle occupe les fonctions de Vice-Président de la Commission Economique, Vice-Présidente du Réseau des Parlementaires pour l'Investissement, Administrateur de l'Université de Douala représentant l'Assemblée Nationale, Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature représentant l'Assemblée Nationale.

Elle a été Secrétaire Général du Groupement des Femmes d'Affaires du Cameroun (GFAC,) de 1985 à 2010.

A l'APF, Présidente du Réseau des Femmes Parlementaires de la Francophonie de 2015 à 2019. Actuellement Vice-Présidente du Réseau.

Commandeur de l'ordre de la Pléiade de la Francophonie.

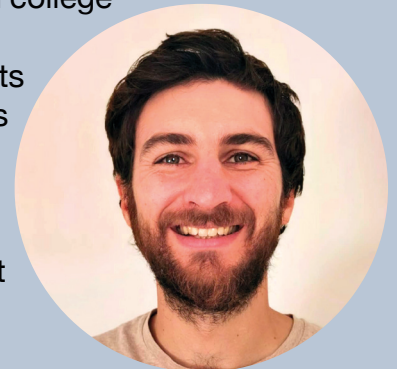
Officier de l'Ordre de la Valeur du Cameroun.

Benoît FAILLARD

Benoît Faillard est professeur d'éducation physique et sportive dans un collège de réseau d'éducation prioritaire renforcée (REP+) depuis douze ans.

Il est également enseignant à l'Université Lyon 1 où il forme les étudiants de Master à des problématiques professionnelles telles que la place des filles à l'école.

Dans son collège, Benoît Faillard a porté de nombreux projets interdisciplinaires permettant aux filles de s'engager dans des activités qui leur semblaient inaccessibles. C'est dans cette optique que sont nés Artistes à vélo et la section sportive rugby féminin.



Olga GIVERNET



Olga Givernet a été nommée ministre déléguée chargée de l'Énergie en septembre 2024.

Élue députée de la troisième circonscription de l'Ain en 2017, elle a été réélue en 2022 et 2024. Elle s'est particulièrement engagée sur les enjeux de sobriété énergétique et de transformation du secteur de l'énergie pour faire de la France une grande nation énergétique.

Elle a également exercé des responsabilités locales, d'abord en tant que conseillère municipale à Saint-Genis-Pouilly dès 2014, puis conseillère régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes en 2015.

Olga Givernet a travaillé dans le secteur privé en tant qu'ingénieure, notamment dans l'aéronautique, où elle a occupé des postes clés.

Elle est diplômée de l'École Polytechnique (Executive Master en Technologie et Innovation).

Eunide INNOCENT



Ancienne Ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes en Haïti, ancienne Conseillère en Genre à la Primature haïtienne, ancienne Directrice adjointe de la Coalition Haïtienne des Femmes Leaders (COHFEL) et du Réseau Pluriel des Femmes de Partis politiques, Eunide Innocent est actuellement Directrice Exécutive de la Plateforme des Organisations de Femmes Haïtiennes pour le Développement (POFHAD). Cette structure féministe qu'elle a créée depuis 2012 et reconnue officiellement en mai 2014, est dédiée à la promotion et au respect des droits des femmes et des filles.

Militante féministe, son engagement s'articule autour de quatre grands points :

- le maintien à l'école des filles victimes de grossesse précoce et leur éducation sexuelle
- la promotion et l'orientation des filles vers les métiers non traditionnels
- la lutte contre toutes les formes de violences et de discrimination faites aux femmes et aux filles
- l'intégration des femmes dans les postes de pouvoir et leur participation politique.

Détentrice d'un « Master 2 » en Management des Organisations, d'Education et de Formation en Co-diplomation avec l'Université Quisqueya et Paris-Est/Créteil, Mme Innocent fut tour à tour, cadre du Ministère de l'Education Nationale, conseillère Pédagogique affectée à la Direction Départementale de l'Ouest et professeure de Chimie et de Sciences Naturelles.

Elle a, par ailleurs suivi, plusieurs formations et séminaires, à l'Université Laval de Québec et en Haïti sur les violences sexistes et sexuelles, les analyses féministes, l'Analyse Comparative selon le Sexe (ACS), la participation politique des femmes, l'éducation non sexiste.

Toujours en quête de connaissance et de savoir, elle a récemment décroché plusieurs certificats pour des cours ligne sous forme de MOOC en :

- Management responsable,
- Genre et Développement,
- Egalité Filles-Garçons dans l'éducation,
- Responsabilité, Engagement communautaire et Redevabilité,
- Protection, Reconnaissance et Réponse aux Violences Basées sur le Genre.

En tant que Femme impliquée activement dans la politique, elle était responsable du Mouvement National des Femmes de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL). L'une des manifestations de son engagement politique se traduit par sa candidature aux Sénatoriales de l'Ouest en 2005 et à la mairie de Port-au-Prince en 2015.

Elle a contribué à l'intégration du Genre dans le Plan de Mise en OEuvre Education Pour Tous/ Toutes (PMO/EPT) en 2007 et au Programme de Modernisation de L'Etat 2023 (PME-2023) en 2018.

Son leadership lui a valu plusieurs reconnaissances tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, notamment le grand prix humanitaire du Mouvement Mondial des Femmes Leaders Panafricaines (MMFLP) dont elle est membre d'honneur, le Prix Femme Modèle et Inspirante du Réseau des femmes haïtiennes modèles et inspirantes en collaboration avec Sco Tour Haïti, The Humanitarian Platinum Leadership Awards of Humanitarian Focus Foundation.

Robert JAKOB

Le Dr Robert Jakob est Chef de l'Unité des Classifications et Terminologies à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). À ce titre, il dirige les opérations mondiales liées à la mise à jour, la modernisation et l'application des normes d'information en matière de santé dans le domaine des classifications et terminologies, y compris des activités dans de nombreux pays et régions concernant les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil (CRVS) et la notification des causes de décès.



Anciennement directeur de l'équipe de télématique médicale à l'Institut Allemand de Documentation et d'Information Médicales (DIMDI), le Dr Jakob a joué un rôle clé dans la modernisation technique des systèmes de notification des causes de décès, ainsi que dans le développement du cadre international pour la sécurité des patients et des classifications des interventions. Il supervise de nombreux projets de mise en œuvre et de formation dans différentes régions du monde concernant l'enregistrement des faits d'état civil, les causes de décès et l'utilisation clinique des classifications. Le Dr Jakob est un chirurgien certifié. Il détient des diplômes en gestion de la qualité médicale et en gestion des institutions de santé et sociales, et est membre de la Société Allemande d'Informatique Médicale, Biométrie et Épidémiologie.

Sara KEBIR



Sara KEBIR, avocate spécialiste en droit du travail, intervient aussi en droit de la famille, des personnes et du patrimoine. Sara KEBIR a prêté serment en 2015 et est associée fondatrice de Wave Avocats depuis 2018. Sara KEBIR s'est mise au service des confrères dès le début de son exercice et a été notamment co-présidente de la commission déontologie. Elue vice-Bâtonnière en janvier 2024, aux côtés d'Alban POUSSET-BOUGERE Bâtonnier, pour un mandat de 2 ans, elle n'a de cesse depuis de défendre l'égalité et l'équité dans la profession ainsi que de lutter contre les discriminations et les harcèlements.

Ann Kathryne LASSÈGUE

Ann-Kathryne LASSÈGUE a bâti sa carrière dans le domaine de la diplomatie et du service public, avec près de deux décennies d'expérience. Issue d'une famille qui a ardemment milité pour les droits humains dont la cause des femmes en Haïti, elle a été profondément influencée par cet héritage. Le mouvement féministe haïtien bénéficie encore aujourd'hui des luttes courageuses menées par sa mère lesquelles ont façonné son engagement pour la justice, la parité et l'équité. Après avoir été diplômée en Sociologie en Sciences politiques, en France et aux États-Unis, elle a obtenu une maîtrise en Relations internationales à l'université Cuny de New York, suivie d'une seconde maîtrise en Développement international à l'Université d'Ottawa. Son parcours professionnel inclut des rôles clés comme celui de Cheffe de mission à la Mission permanente d'Haïti auprès des Nations Unies à Genève depuis 2024, Ministre Conseiller en Suisse, au Canada, ainsi qu'au Bénin. Elle a également travaillé pour le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en Haïti de 2012 à 2014. Son expérience en gestion de projets humanitaires, en coopération internationale et en diplomatie la place comme une figure déterminante dans la défense des intérêts d'Haïti sur la scène internationale.



Cécile LÉQUÉ-FOLCHINI



Actuellement conseillère droits humains, désarmement et affaires humanitaires à la Représentation permanente auprès des Nations Unies de l'Organisation internationale de la Francophonie, Cécile Léqué – Folchini a occupé différents postes aux Nations unies et à l'OIF, sur les continents africain et européen, au service de la coopération et du développement.

Ancienne chargée d'affaire a.i. de la représentation permanente auprès de l'Union africaine et de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique de l'OIF, elle fut chargée de mission à la Direction des affaires politiques et de la gouvernance démocratique de l'OIF ainsi qu'au Bureau de l'Administrateur de l'OIF.

Dans l'enseignement et la recherche, elle fut chargée de cours en Master 2 à

la faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon III et consultante pour le programme européen TACIS, dans le domaine du renforcement de l'État de droit.

De nationalité française, elle est titulaire d'un Master 2 en droit international et politiques publiques et d'un Master 1 en droit international public.

Catherine MELLIER



Catherine Mellier est journaliste dans la presse écrite depuis 20 ans. Elle a travaillé dans plusieurs titres de la presse quotidienne régionale : La Nouvelle République, l'Est républicain, le Progrès).

Elle a rejoint le Dauphiné Libéré en 2009 et est actuellement cheffe de l'édition du Grand Genève, basée à Annemasse.

Corinne MOMAL VANIAN

Actuellement Directrice exécutive de la Fondation Koffi ANNAN, elle a occupé divers postes de direction aux Nations Unies au long d'une carrière de plus de trente ans au sein de l'organisation.

En particulier, elle a été Directrice de la gestion des conférences à l'Office des Nations Unies à Genève (2015-2020) et Directrice de l'information (2010-2015), ainsi qu'assistante spéciale de Kofi Annan en 2005 et 2006. Elle a travaillé en tout pendant six ans au Cabinet du Secrétaire général.

Mme Momal-Vanian est ou a été membre de plusieurs conseils d'administration, dont ceux de l'aéroport de Genève (depuis 2023) et de l'Ecole Internationale de Genève (2011-2015).

De nationalité française, elle est titulaire d'un master en administration des affaires de HEC Paris et d'un diplôme d'études supérieures en relations internationales de Sciences Po - Paris.



Henri Éli MONCEAU



Henri Eli Monceau est actuellement Représentant permanent de l'OIF auprès des Nations Unies et des Organisations internationales à Genève et Vienne ainsi que Chef de file pour la Gouvernance du numérique et de l'IA au sein de l'organisation.

Précédemment, il a notamment été Directeur de la Francophonie économie et numérique (2020-2023) ; Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies à Genève et à Vienne (2017-2020) ; Haut-Représentant de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour les Droits fondamentaux, la Société de l'Information et l'Economie numérique (2014-2017) ; Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie et du Numérique de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (2009-2014) ; Directeur de programme au sein de l'Institut Jacques Delors (2004-2009) ; Directeur de Cabinet de la Vice-première Ministre, Ministre de la Mobilité et des Transports du Royaume de Belgique (1999-2003) ; Responsable de l'Action « Education tout au long de la vie » du programme Socrates (Commission européenne, 1996-1999) et Chargé de projet au Forum Jeunesse de l'Union européenne (1992-1995).

Il est par ailleurs Professeur affilié du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) où il est rattaché au Laboratoire « Histoire des technosciences en société ».

Diplômé de l'Université Panthéon-Sorbonne, du Conservatoire national des Arts et Métiers et de l'UCLouvain, Henri Eli Monceau est marié et père de trois filles.

Alban POUSSET-BOUGÈRE



Alban POUSSET-BOUGÈRE a prêté serment en 1994 et est titulaire d'un DEA de droit des affaires obtenu à l'Université Jean Moulin-Lyon III et d'une spécialisation en procédures d'appel. Alban POUSSET-BOUGÈRE, qui défend depuis plus de 25 ans les entreprises (privées et publiques), est associé du cabinet Cornet Vincent Ségurel depuis 2017 et membre du comité de direction du cabinet depuis 2021. Il est impliqué de longue date dans la vie ordinaire et a été à plusieurs reprises membre du conseil de l'ordre.

Elu Bâtonnier du Barreau de Lyon en janvier 2024 pour un mandat de 2 ans, avec à ses côtés, Sara KEBIR, vice-Bâtonnière, un des ses principaux objectifs est d'œuvrer pour améliorer les conditions de d'exercice de toutes et tous les avocats, avec notamment de nombreuses actions pour l'égalité et contre les discriminations au sein de la profession.

Marlène SCHIAPPA

Marlène Schiappa, présidente fondatrice de l'ONG Actives et associés chez Tilder, est une ancienne ministre de 2017 à 2023, notamment en tant que ministre chargée de l'Égalité femmes-hommes. Durant son mandat, elle a été le fer de lance du débat multipartite sur les violences conjugales (Grenelle contre les violences conjugales), une initiative nationale avec une centaine de débats locaux se déroulant dans toute la France.

Elle est également la créatrice de Maman Travaille, un réseau activement impliqué pour offrir des solutions concrètes aux agences gouvernementales et aux organismes privés pour améliorer l'équilibre travail-vie personnelle, l'égalité des sexes au travail et à la maison. Elle a publié de nombreuses études pour la Fondation Jean Jaurès, ainsi qu'une trentaine d'ouvrages sur le thème des femmes au travail, dont Plafond de mère qui met en lumière les difficultés rencontrées par les mères quant à leur évolution et leurs opportunités professionnelles. Mme Schiappa fait actuellement partie de Tilder, un cabinet de conseil spécialisé dans le conseil aux dirigeants d'aujourd'hui et de demain des secteurs public et privé, où elle a été nommée associée en novembre 2023.

Mme Schiappa est également connue pour son implication personnelle auprès de femmes leaders et d'organisations engagées.

Elle s'efforce continuellement d'éduquer le monde sur les questions de genre à travers de multiples supports, faisant d'elle une figure incontournable des droits des femmes non seulement en France mais dans le monde entier.



Viviane TEITELBAUM



Fille de survivants de la Deuxième Guerre mondiale, Viviane Teitelbaum a voulu dépasser les replis sur soi que les « différences » et la peur de l'Autre engendrent.

Élue au Parlement bruxellois, en 2004, Viviane Teitelbaum siège à présent au Sénat de Belgique, depuis juillet 2024. En septembre 2024, elle est désignée à la Présidence du Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

En tant qu'échevine de 2012 à 2018, elle a mis en place le 1er budget sensible au genre dans une municipalité belge.

Son action politique est orientée sur la lutte contre l'antisémitisme, le racisme,

les discriminations, le sexisme et pour les droits des femmes.

Son engagement en politique est le prolongement de son action sur le terrain associatif qu'elle poursuit sans relâche.

Elle est l'actuelle présidente européenne du Conseil International des Femmes (CECIF).

Depuis mai 2018 elle est co-fondatrice et présidente de l'Observatoire féministe des violences faites aux femmes.

Elle a présidé le Conseil des Femmes Francophones de Belgique (CFFB) de 2010 à 2018 et le Lobby Européen des Femmes de 2012 à 2016.

Elle est également auteure d'une dizaine de livres publiés.

Viviane Teitelbaum se définit comme « féministe universaliste, laïque, engagée tant au niveau parlementaire qu'associatif ».

Mallorie TRANNOIS

Mallorie Trannois, enseignante, docteur en droit privé et avocate, a développé ses travaux de recherche autour d'axes pratiques et théoriques dont l'harmonisation européenne des jeux d'argent en ligne, la protection des données personnelles et la théorie générale du droit.



Son parcours académique l'a conduite à enseigner dans des institutions prestigieuses telles que l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I, CY Cergy Paris Université et l'IESEG School of Management, où elle a contribué activement l'éducation et la recherche, notamment sur les sujets relatifs à l'intégrité du sport, la régulation des jeux en ligne et le RGPD.

Son implication dans le secteur de l'éducation s'est poursuivie au sein de la Commission européenne et de l'UNESCO. Elle y occupe désormais la fonction de Responsable des partenariats et de la coordination au Bureau International d'Éducation de l'UNESCO et joue un rôle central dans le développement de collaborations et la promotion d'initiatives éducatives mondiales.

Son expérience diversifiée dans le milieu académique et au sein d'organisations internationales témoigne de son dévouement à l'intégrité juridique, à l'éducation et à l'inclusion socio-économique.

Fatoumata TRAORE

Titulaire d'un Doctorat d'État ès Sciences en Biochimie obtenu à l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG) en France et d'un Diplôme d'études approfondies

(DEA) en Productions Végétales obtenu à l'Université de Nantes (France),

Dr Fatoumata Traoré est depuis le 2 septembre 2023, Adjointe au maire de la commune de Bouaké, la deuxième grande ville ivoirienne, située à environ 350 km au nord d'Abidjan.

Actuelle Présidente de la Commission des Affaires Agricoles et Domaniales du Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire (CESEC), elle a exercé à Abidjan dans le secteur privé et à Paris en tant que Consultante en Agro-Alimentaire avant de rentrer en Côte d'Ivoire.

Sa carrière dans le secteur privé, a été marquée par son passage au groupe agro-industriel Unilever, au Groupe suisse Firmenich et au Groupe Sifca.

Dans le secteur public, Dr Fatoumata Traoré a occupé successivement les postes de Chef de Cabinet du Ministère d'État, Ministère de la Communication en 2003, ensuite Directrice Générale de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) et, enfin, Secrétaire National à la Solidarité et aux victimes de guerre, toutes situations dans lesquelles elle s'est illustrée par son âpreté à la tâche, sa pugnacité et son intégrité.

Mère de deux garçons, elle a occupé les fonctions de Vice-Présidente de la Commission Electorale Indépendante (C.E.I.) de 2006 à 2009.



Conférencière internationale, elle est nommée depuis Juin 2017 au Comité consultatif international du Centre africain de formation et de recherches administratives pour le développement (CAFRAD), une Organisation intergouvernementale Panafricaine basée à Tanger au Maroc.

Michèle VIANÈS



Michèle Vianès est présidente de Regards de femmes, Association loi de 1901, créée en 1998, reconnue d'intérêt général, ONG avec statut consultatif au comité économique et social de l'ONU, OING auprès de l'OIF et vice-présidente du Conseil National des femmes Françaises.

Ella a été élue municipale de 2001 à 2014 et vice-présidente de l'ACMR (association d'élus du Rhône), en charge de la formation.

Parmi ses domaines d'actions et d'expertise :

- L'histoire de la construction de la hiérarchie homme-femme depuis l'antiquité et les chemins de l'émancipation des femmes en France, en Europe, dans le monde,
- La déconstruction des stéréotypes qui enferment filles et garçons dans des comportements attendus et la promotion d'une éducation non-sexiste,
- La promotion de la parité politique et professionnelle,
- La lutte contre les violences économiques, psychologiques, physiques, sexuelles envers les femmes,
- La laïcité, instrument universel d'émancipation des femmes,
- L'identité juridique (déclaration de naissance et autres faits d'état civil).

Elle a publié de nombreux ouvrages et articles, en particulier :

Essais

- « *Un voile sur la République* », Stock, 2004, essai sur la construction de la hiérarchie hommes/femmes depuis l'Antiquité, dans toutes les sociétés, les chemins de l'émancipation des femmes, les tentatives actuelles de régression sous prétexte de tradition ou de religion.
- « *Les 10 mots qui font la France : comprendre la citoyenneté pour vivre ensemble dans la République* », ensemble multimédia, 2007

Articles dans ouvrage collectif,

- *La République face aux communautarismes*, in « *La laïcité ce précieux concept* » ouvrage collectif sous la direction de Nabil El Haggar, Université de Lille, L'harmattan, 2008
- *Les Lumières, source du féminisme*, in « *Les Lumières, un défi pour demain* » Cercle Voltaire-Condorcet, 2009
- *Simone de Beauvoir est vivante, nous la rencontrons tous les jours*, contribution à l'ouvrage collectif "L'empreinte Beauvoir" Editions L'Harmattan, 2009
- *La laïcité, instrument d'émancipation des femmes*, in « *La laïcité et la construction de l'Europe, Dualité des pouvoirs et neutralité religieuse XVII^e-XXI^e siècle* », Université de Bari (Italie), L'Harmattan, 2012
- « *Guerre de 14-18 Femmes retranchées ou reconnues* » in « *1914-2014 Femmes de l'Ain faiseuses d'Histoire, passeuses d'espoir* » 2014, ouvrage collectif labellisé par la Mission du Centenaire.

Elle est chroniqueuse radio « Regards de femmes » dans Le Grand Matin Week-End de Sud Radio. Chevalière de la Légion d'honneur en 2009, elle vient d'être promue au rang d'Officière en juillet 2024.



Sharon WEINBLUM

Mme Sharon Weinblum est Déléguée générale Wallonie-Bruxelles à Genève et y représente à ce titre les gouvernements de la Wallonie et de Fédération Wallonie-Bruxelles au sein de la Représentation permanente de Belgique auprès des Nations-Unies à Genève. Avant de prendre ses fonctions à Genève en septembre 2023, elle a été Déléguée générale à

Québec, experte nationale détachée auprès du service des affaires humanitaires de la Commission européenne et chargée de mission au service multilatéral de Wallonie-Bruxelles International. Les questions d'inclusion, d'égalité des genres, de diversité culturelle et du numérique ont été parmi les différentes questions au centre de ses différents postes.

Avant de rejoindre la carrière diplomatique, Sharon Weinblum a été enseignante et chercheuse dans les universités d'Harvard, d'Oxford et à l'Université libre de Bruxelles, où elle a obtenu son doctorat en Sciences sociales et politiques.

Kathie WERQUIN WATTEBLED



Kathie Werquin est directrice régionale Auvergne-Rhône-Alpes de la Banque de France et Responsable Nationale Égalité et Diversité

Elle a fait toute sa carrière à la Banque de France et a tenu de nombreux postes en région (Strasbourg, Dijon, Lille, Chambéry, Brest, Paris).

Diplômée de Sciences-Po, elle est très engagée dans diverses associations de mentorat et de promotion de la parité.

Marguerite YOLI-BI KONE

YOLI-BI KONÉ Klintio est enseignante de formation (Inspecteur en Chef – SVT) et doctorante en Sciences de l'Éducation option Psychologie. Elle est l'actuelle Présidente du Conseil d'Administration de WANEP-Côte d'Ivoire (West Africa Network for Peace-building-Côte d'Ivoire). Titulaire du Certificat d'Accréditeur BRIDGE (Building Ressources In Democracy, Gouvernance and Elections), elle est également Commissaire Centrale à la Commission Électorale Indépendante de Côte d'Ivoire représentant les Organisations de la société Civile, depuis 2014. Spécialiste en genre, gestion et prévention des conflits, consolidation de la paix, experte en gouvernance électorale, elle a renforcé les capacités en gestion électorale et gestion des conflits électoraux de plusieurs organisations et commissions électorales de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et d'Afrique (Madagascar) avec l'Union Africaine, NDI, PNUD, ONUFEMMES, International IDEA, IFES et WANEP. Elle a observé les élections dans plusieurs pays du monde depuis 1990 (USA, Algérie, Gabon, Ghana, France, Madagascar, Tunisie, Sénégal, Cameroun, Côte d'Ivoire). Elle est auteure et co-auteure de plusieurs livres et documents, notamment « 60 questions pour comprendre le code électoral de Côte d'Ivoire en 2015 », « Le guide des activistes pour une participation politique des femmes », « Mon livre d'éducation à la paix », « La liste électorale dans le processus électoral : cas de la Côte d'Ivoire », « sondage sur l'état de la démocratie en Côte d'Ivoire », « 2010, Élection présidentielle de sortie de crise : Dans les coulisses de la CEI ».



Madame YOLI-BI KONÉ a été plusieurs fois distinguée pour son travail en Côte d'Ivoire et dans le monde.

- Officier dans l'Ordre National de Côte d'Ivoire
- Officier dans l'Ordre de la Famille et de la Femme de Côte d'Ivoire
- Officier dans l'Ordre du Mérite ivoirien
- Power of Dream Award de l'acteur Danny Glover aux USA
- Les Awards du genre 2023 : pionnière ivoirienne pour l'égalité et l'équité.

Mona LAROUSSI

Directrice Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFE-F-OIF)



